

Enquête nationale

Les jeunes Suisses presque aussi conservateurs que leurs aînés

Une étude sonde les opinions des jeunes qui vont voter pour la première fois en 2015. Tableau d'une génération plus réaliste qu'idéaliste

Patrick Chuard Berne

Ni rébellion ni chambardements à l'horizon. A première vue, les nouveaux citoyens suisses voteraient comme papa et maman. C'est du moins ce que laisse penser une étude commandée par la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ), et dont les résultats ont été présentés hier à Berne. Quelque 1990 sondés ont répondu, fin 2014, à un questionnaire sur l'avenir élaboré par des chercheurs de l'Université de Berne avec l'Institut lausannois MIS Trend.

Beaucoup de réponses présentent une similitude avec les votes de la population en général. Moins d'un tiers des jeunes voudraient ainsi supprimer le service militaire; une minorité (43%) voudrait dépenaliser le cannabis; une majorité exige que l'Etat subventionne les transports publics; l'immense majorité (77%) est opposée à une adhésion à l'Union européenne (UE); la moitié se dit concernée par les débats publics et les deux tiers ont l'intention de voter lors des élections d'octobre.

Une génération aux idées copiées-collées sur les précédentes? Faux, répond Frédéric Cerchia, délégué à l'enfance et la jeunesse du Canton de Vaud: «Il y a des différences, par exemple les transports publics apparaissent de plus en plus comme un droit. Les jeunes sont beaucoup moins impatients d'avoir leur permis de conduire.» Si la majorité pense qu'il faut garder le service militaire, 50% estiment qu'il devrait être remplacé par «un service citoyen» pour la collectivité.

Contradictions apparentes
Les résultats ne manquent pas de contradictions apparentes. Les deux tiers des jeunes auraient l'intention de voter cet automne, bien que la tranche d'âge de 10-24 soit traditionnellement la plus abstentionniste lors des votations (32% de participation aux fédérales en

Les résultats de l'enquête

Suisse-Europe

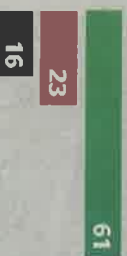
Etes-vous favorable à l'adhésion de la Suisse à l'UE? (résultats en %)



Les citoyens suisses doivent être libres de travailler dans un pays de l'UE et de s'y installer



Les citoyens de l'UE doivent être libres de travailler en Suisse et de s'y installer



La libre circulation des personnes est globalement positive pour la Suisse



La libre circulation des personnes entraîne une immigration trop forte et doit donc être stoppée



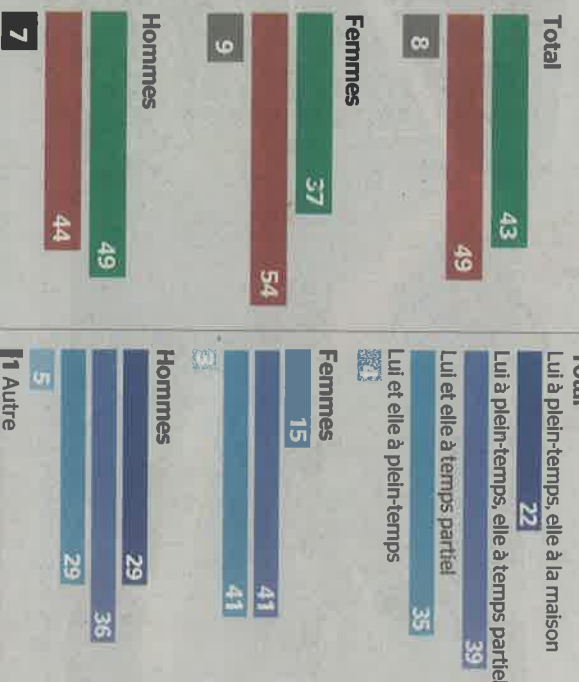
Société

Pour ou contre la légalisation de la consommation de cannabis



Société

Quelle est la meilleure façon d'organiser la vie familiale?



P.F.V. SOURCE: DFL, COMMISSION FEDERALE POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

2011). La majorité approuve nettement la libre circulation, en tout cas pour les Suisses en direction de l'étranger (73%), mais 36% pensent qu'elle devrait être stoppée car elle génère trop d'immigration. «La libre circulation est ressentie comme un droit et une opportunité, mais cela ne dit rien au sujet des migrations», constate Michelle Beyeler, l'une des chercheuses.

L'étude montre encore que la jeunesse est loin d'être uniforme: des divergences importantes peuvent apparaître entre différents groupes. A la question de savoir si la Suisse «doit offrir les mêmes chances aux étrangers qu'aux Suisses», les ressortissants étrangers sont deux fois plus nombreux à répondre oui. Et les Tessinois sont beaucoup plus nombreux à esti-

mer que les Suisses devraient avoir plus de chances que les migrants. Les jeunes Tessinois placent d'ailleurs le chômage comme première occupation numéro une, alors que les jeunes Romands et Allemands évoquent plutôt l'asile.

Autre fossé: celui qui sépare hommes et femmes. Ces dernières se montrent plus sensibles aux droits des minorités (port du voile ou adoption par les couples arc-en-ciel). Et plébiscitent plus volontiers un partage des tâches familiales et le temps partiel que les hommes, qui se montrent plus traditionnels sur ce point. Globalement, cependant, «les jeunes souhaitent que la société en fasse davantage pour mieux concilier vie professionnelle et vie privée», observe Frédéric Cerchia.

«Une génération beaucoup moins idéologique»

Pierre Maudet, qu'est-ce qui vous interpelle dans les idées des jeunes de 17 ans par rapport à la période où vous aviez le même âge?

J'avais 17 ans en 1995, la jeunesse était alors très proeuropéenne après le vote du 6 décembre 1992. Les engagements des

jeunes étaient alors militants et pour des causes ciblées. La génération actuelle se montre beaucoup moins idéologique et plus pragmatique. Cette

mutation présente des avantages mais aussi des inconvénients. Les jeunes d'aujourd'hui sont sans doute plus débrouillards,



Pierre Maudet
Président de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ)

mais ils manifestent moins d'éléments de conscience que nous n'en avions sur des grands thèmes de société.

Le fait que les jeunes fassent très peu confiance aux partis politiques vous inquiète?
D'abord, j'observe qu'ils ont

confiance envers des institutions, comme le Conseil fédéral, l'école et la police... ce qui ne manque pas de me ravir. (Sourire.) Mais, en effet, ils font moins confiance aux partis. Je pense que c'est la grille de lecture qui est en cause. Les tendances qui ressortent de l'enquête peuvent paraître paradoxales: on constate que les jeunes ne sont pas intéressés à voter à 16 ans mais en même temps ils réclament une évolution sociale vers le temps partiel. Ils ont une approche plutôt dure des questions migratoires mais voudraient

remplacer le service militaire par un service à la collectivité. Impossible de coller cela au programme d'un seul parti, et les jeunes s'en rendent compte.

Quel bilan tirez-vous après dix ans à la tête de la CFEJ?
Je quitterai cette fonction à la fin de l'année, et il est trop tôt pour un bilan. Mais je relève d'ores et déjà des éléments positifs. En dix ans, les jeunes apparaissent moins comme des facteurs de perturbation et de violence, et beaucoup moins passent par la case prison. Mon bilan sera en tous les cas optimiste.